

Rédigé et compilé par Trudy Huskamp Peterson, Présidente, HRWG

Commentaire.

Archives et accusations. Ces deux mots vont bien ensemble, pour bien d'autres raisons que leur première lettre commune. Les archives ont été utilisées pour accuser des personnes et des institutions pendant des millénaires: ce qu'une personne ou une institution a fait ou n'a pas fait, ce qu'il savait, qui il ou elle était, et bien d'autres choses encore. En janvier, un rapport officiel de l'Institut polonais de recherche judiciaire de Cracovie a déclaré que Lech Walesa, leader du mouvement de solidarité anticommuniste polonais et plus tard président de la Pologne, était un informateur communiste payé dans les années 70 ; le rapport est basé sur l'analyse de l'écriture sur près de quatre douzaines de documents. Comme l'a signalé le *New York Times*, «Les accusations portées contre M. Walesa ont été faites depuis plus de 20 ans, et il a longtemps soutenu qu'elles étaient le résultat d'une vengeance d'anciens communistes ». <http://ipn.gov.pl/en/news/899.Information-on-the-experts-opinion-on-the-secret-collaborator-Boleks-files.html>. La Commission de Lustration en Macédoine, qui a examiné des quantités massives d'archives gouvernementales, a accusé quelque 300 personnes de coopérer avec la police secrète de l'ère communiste. Beaucoup de fonctionnaires nommés ont contesté les accusations, même soutenues par des documents, et finalement le gouvernement a mis fin à la commission controversée. <http://www.balkaninsight.com/en/article/macedonia-scraps-lustration-keeps-sanctions-against-spies--08-26-2015>. Les activistes utilisent les archives pour montrer du doigt et faire honte à des entreprises pour avoir causé des dommages à l'environnement ou pour avoir commercialisé des produits dangereux. Et bien que les archives soient de bonnes, souvent de très bonnes preuves, elles ne sont pas toujours complètes ou faciles à utiliser dans ce but.

En fait, pour prouver une allégation, les archives ressemblent souvent à des tesselles qui composent une mosaïque. Chaque document apporte sa contribution, et un chercheur peut organiser avec compétence l'information dans un tableau persuasif. Si la recherche est simplement de savoir si oui ou non une personne a signé une carte demandant l'adhésion à un parti politique, l'assemblage des tesselles n'est probablement pas nécessaire. Mais pour beaucoup d'autres questions, ça l'est, et c'est une raison pour laquelle les interprétations académiques des événements peuvent différer si largement.

Les documents dans les archives représentent habituellement la fumée ou l'arme à feu mais pas un pistolet fumant, preuve incontournable du crime. J'ai vu, dans ma vie dans les archives, deux documents écrits qui semblaient être une preuve claire et sans équivoque d'un crime commis. Mais j'étais sceptique par rapport aux deux documents. L'un semblait avoir été créé à l'aide de fausses informations et placé dans un dossier pour mettre quelqu'un d'autre dans de très graves problèmes. L'autre semblait authentique, mais provenait peut-être de l'écrivain qui voulait faire une blague méchante et cynique au sujet du genre de travail qu'une unité exécutait.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de faits dans les documents d'archives; il y en a certainement. Autant les lois de l'antiquité que celles d'aujourd'hui ont permis de lutter pour faire valider les preuves devant les tribunaux, et les pays ont développé des règles élaborées sur la question. Mais les archivistes ne sont pas des juges et l'interprétation des dossiers n'est pas de notre ressort. Notre travail est la confiance que l'on nous a donnée pour préserver les documents que nous conservons honnêtement et fidèlement afin que d'autres puissent juger de leur véracité. Comme Démosthène (qui connaissait bien le sujet de l'accusation) l'a soutenu dans son oraison *Sur la Couronne*: «Vous êtes révélé dans votre vie et votre conduite, dans vos représentations publiques et aussi dans vos abstinences publiques.» Nous archivistes, nous nous abstenons d'accusation, mais nous faisons en sorte qu'il soit possible pour d'autres d'accuser.

Nouvelles du Groupe de travail sur les droits de la personne. Le groupe de travail participe à un projet visant à élaborer des cadres pour aider les institutions à gérer les refuges pour les archives à risque. La première réunion a été organisée par *swisspeace* et le Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse en octobre dernier et la seconde a eu lieu à l'Institut international d'histoire sociale à Amsterdam en janvier. Le «document final» de la réunion d'automne est affiché ici: http://archivesproject.swisspeace.ch/fileadmin/user_upload/archivesproject/Publications/Save_havens_for_archives_Final_outcome_paper_2016.pdf. Le groupe prévoit d'avoir d'autres documents prêts à être discutés en juin.

La liste des pays et des sujets traités dans les numéros 2016 de HRWG News est disponible. Des articles sur 104 pays, plus un grand nombre d'organisations internationales et d'organismes internationaux, ont été inclus au cours de l'année. Des exemplaires sont disponibles chez Trudy@trudypeterson.com.

Nouvelles internationales.

Cour internationale de Justice. L'Ukraine a intenté un procès contre la Russie, l'accusant de "financement du terrorisme et de la discrimination raciale en Ukraine". La demande à la cour accuse la Russie des actes dans le cadre de l'annexion de la Crimée et du soutien russe aux combattants séparatistes dans l'est de l'Ukraine. Il comprend des photographies tirées des médias et du rapport de l'enquête sur l'abattage du vol de la Malaysian Airlines sur l'Ukraine en juillet 2014. <http://www.icj-cij.org/docket/files/166/19314.pdf>

Cour pénale internationale. Le dernier jour de leur réunion au sommet, les dirigeants de l'Union africaine (UA) ont adopté "une déclaration politique de soutien par l'UA si l'un des 34 membres africains de la Cour choisit de se retirer de la cour", a rapporté *Voice of America*. La décision n'est pas juridiquement contraignante, mais un chercheur à l'Institut d'études de sécurité d'Addis-Abeba a déclaré que la décision «motive les États africains à se retirer sur la base de leurs propres décisions souveraines sans aucun impact de l'Union africaine». Le Burundi, la Gambie et l'Afrique du Sud ont déjà annoncé leur intention de se retirer. <http://www.voanews.com/a/quietly-au-encourages-withdrawal-from-international-criminal-court/3701428.html>

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). BIRN a fait un rapport sur les plans de fermeture du TPIY en novembre 2017. Les travaux du TPIY seront menés par le Mécanisme pour les Tribunaux pénaux internationaux qui «aura deux tâches importantes: préserver et gérer les archives du TPIY et aider à la juridiction nationale». L'article a déclaré:« Le TPIY peut réclamer une immense contribution à la justice transitionnelle grâce aux énormes archives qu'il a amassées, avec plus de deux millions de pages de transcriptions et de documents maintenant en ligne. Dans les années à venir, des copies de ces archives seront transférées à Sarajevo, la capitale bosniaque, alors que des négociations sont en cours avec d'autres pays pour y stocker également certaines parties de leurs archives. Gardant à l'esprit que les archives militaires sont fermées dans la plupart des pays de l'ex-Yougoslavie, cela représente une contribution significative pour les chercheurs, les historiens et les médias, ce qui leur permet de continuer à explorer les différents aspects des guerres de 1990 ». http://www.balkaninsight.com/en/article/the-last-year-for-the-icty-01-02-2017-1?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=45b8aea497-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-45b8aea497-319755321

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a accepté une plainte de 228 pages de l'organisation non gouvernementale Survival International et a accepté d'enquêter sur ses accusations selon lesquelles le WWF, le plus grand organisme de conservation du monde, «facilitait les abus du peuple Baka du Cameroun». La plainte sera "médiée par un fonctionnaire du gouvernement Suisse" et signale « la première fois que la conduite d'un organisme de bienfaisance international a été examinée dans le cadre des lignes directrices de l'OCDE pour les entreprises multinationales, qui définissent généralement la conduite responsable pour les entreprises commerciales », a déclaré *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/environment/2017/jan/05/oecd-to-examine-complaint-against-wwf-over-human-rights-abuses-in-cameroon>

Les Nations Unies. *Real News Network* a interviewé le président du Groupe de travail intergouvernemental sur le projet de traité sur les affaires et les droits de l'homme <https://business-humanrights.org/en/videos-interviews-with->

[chair-of-un-intergovt-working-group-on-proposed-treaty-on-business-human-rights](#). Le document de réflexion de l'ONU sur les "mécanismes non juridictionnels étatiques pertinents pour le respect par les entreprises des droits de l'homme: questions, pratiques et défis actuels" se trouve ici : https://business-humanrights.org/sites/default/files/documents/Initial%20scoping%20paper_ARPII_final.pdf .

Le Groupe de travail sur les droits de l'homme élabore un document de position sur l'importance des archives dans le contexte des affaires et des droits de l'homme.

Vingt-et-une organisations non gouvernementales syriennes ont adressé au Secrétaire général de l'ONU un mémorandum sur la résolution de l'Assemblée générale visant à établir un «mécanisme» pour «aider à enquêter et à poursuivre les responsables des crimes les plus graves commis en Syrie depuis mars 2011". Le groupe a demandé aux Nations Unies de "développer une politique claire sur le partage des données et l'échange d'informations pour s'assurer que le mécanisme maintient le plus haut niveau de confidentialité, tout en permettant à la société civile syrienne d'accéder à l'information dans certaines circonstances". Ils ont souligné que la résolution ne portait que sur les poursuites pénales, mais "les renseignements recueillis par le mécanisme et les résultats de ses enquêtes devraient être mis à la disposition des futurs mécanismes de détermination de la vérité, des programmes de réparations et d'identification des personnes disparues, et les efforts pour résoudre le dilemme des détenus ". <https://syriaaccountability.org/updates/2017/01/19/a-memorandum-to-the-secretary-general-of-the-united-nations-regarding-the-new-united-nations-mechanism-for-investigation-and-prosecution/>

Monde/Nouvelles générales.

Archives d'entreprise. Depuis 2011, HRWG News a publié des articles sur un procès qui a débuté en 1993 lorsqu'un groupe de résidents et fermiers indigènes de la forêt équatorienne a poursuivi le prédécesseur de la compagnie pétrolière Chevron (Texaco) à New York, alléguant que la société avait laissé derrière elle un désastre environnemental et de santé publique lors de son entreprise pétrolière en Amazonie entre 1972 et 1990. Les Équatoriens ont gagné un jugement financier important à la cour d'Équateur, mais un tribunal américain a refusé de forcer Chevron à payer. Les Équatoriens se sont ensuite tournés vers un tribunal canadien qui a maintenant statué que Chevron Canada est une entité distincte de la société mère et que les actifs canadiens ne peuvent être utilisés pour payer le jugement contre elle. Le tribunal a autorisé d'autres parties du procès à poursuivre, a rapporté *thestar.com*. Pour plus de renseignements, voir HRWG News 2016-08. <https://www.thestar.com/news/canada/2017/01/21/canadian-court-issues-ruling-in-legal-battle-between-ecuadorian-villagers-and-oil-giant-chevron.html>

Les tribunaux des États-Unis et du Royaume-Uni ont statué lors de procès contre Royal Dutch Shell sur sa prétendue destruction environnementale dans le delta du Niger. Le tribunal britannique a déclaré que "Royal Dutch Shell ne peut être tenu responsable des actes de sa filiale au Nigeria", a déclaré Amnesty International, mais a donné aux deux communautés nigérianes qui ont introduit l'action le droit de déposer un appel. Le tribunal des États-Unis a statué que le cabinet d'avocats Cravath, Swaine & Moore, qui avait défendu Shell dans une affaire connexe antérieure, a dû reverser les documents qu'il détenait sur le cas précédent afin que le demandeur puisse les fournir au tribunal des Pays-Bas où un procès contre Shell est entendu. <https://www.earthrights.org/blog/us-court-assists-dutch-human-rights-lawsuit-against-shell>; <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2017/01/uk-shell-ruling-gives-green-light-for-corporations-to-profit-from-abuses-overseas/>

Un avocat américain qui «conseille les propriétaires et les exploitants de centrales au charbon en matière d'obligations environnementales» a publié des conseils intitulés «Fermetures de centrales au charbon: les exploitants devraient mettre en œuvre leurs politiques de conservation des documents et se protéger contre les réclamations futures en matière d'amiante». Il a exhorté les exploitants d'installations à conserver et à gérer les dossiers relatifs à l'emplacement de l'amiante dans une usine, les dossiers d'emploi et les documents des entrepreneurs indiquant les endroits où les travailleurs ont été affectés, et les polices d'assurance de responsabilité générale qui, même s'ils ont été "émis il y a 35, 40 et 50 ans, peuvent fournir un trésor d'informations si des plaintes concernant l'amiante refont surface". <http://www.jdsupra.com/legalnews/coal-plant-shutdowns-operators-should-24294/>

Dossiers médicaux. Une équipe de chercheurs britanniques a déclaré «qu'environ la moitié des études publiées sur les nouveaux traitements médicaux laissent de côté une partie des effets indésirables qu'ils ont découvert». Ils sont arrivés à cette conclusion, a rapporté *Scientific American*, en analysant 28 articles de

revues et en comparant "les données publiées de plus de 500 études cliniques avec leurs ensembles de données originales". Un des enquêteurs l'appelle « alarmant », déclarant que « si vous pouvez accéder à seulement la moitié de l'information, alors une décision sur le choix d'un médicament ou d'un dispositif particulier pourrait ne pas être aussi fiable que vous le souhaitez ».

https://www.scientificamerican.com/article/hidden-side-effects-medical-studies-often-leave-out-adverse-outcomes/?WT.mc_id=SA_TW_HLTH_NEWS

STAT a signalé qu'un médicament contre les nausées matinales (Diclegis, anciennement appelé Bendectin) « pris par environ 33 millions de femmes dans le monde depuis les années 1950 » possède un dossier de sécurité incertain. Des chercheurs de l'Université de Toronto ont « obtenu 36'000 pages d'information » sur le test de Bendectin de la Food and Drug Administration des États-Unis et de Santé Canada au début des années 1970, qui montrait des « défauts méthodologiques » dans les essais cliniques avant publication ; les données brutes de l'étude sont « indisponibles » aujourd'hui. L'étude s'inscrit dans le cadre d'une initiative intitulée « Rétablir les essais invisibles et abandonnés » (RIAT).

<https://www.statnews.com/2017/01/04/morning-sickness-diclegis-bendectin/>

USA Today a rapporté que les Centres américains pour le contrôle et la prévention de la maladie « gardent secret de grandes bandes d'information au sujet de dizaines d'incidents récents impliquant certaines des bactéries et des virus les plus dangereux du monde ». L'enquête du journal « a souligné combien de laboratoires universitaires, de gouvernements et de laboratoires privés ont lutté pour tenir des dossiers secrets sur les incidents et les sanctions réglementaires ».

<http://experience.usatoday.com/story/news/2017/01/04/cdc-secret-lab-incidents-select-agents/95972126/>

Confidentialité. Un article d'opinion publié par le *New York Times* a fait valoir « qu'il y a eu une épidémie de cybercriminels, de piratage et de vol » des données de santé. Les auteurs ont fait valoir qu'il y a plusieurs raisons à ces attaques: d'abord, « ces documents comprennent des informations qui les rendent plus précieuses pour les pirates informatiques que presque tout autre type de données » parce que l'information peut être utilisée pour tout, depuis l'achat de médicaments jusqu'à la création de factures frauduleuses. Deuxièmement, le vol est « souvent » international, ce qui rend difficile pour le pays ciblé de poursuivre les voleurs en justice. Et, enfin, les entreprises piratées veulent limiter le nombre de fois que « les nouvelles de perte de données apparaissent dans la presse ». Les auteurs ont plaidé pour le stockage des données médicales « dans des unités individuelles ou familiales plutôt que dans des bases de données centralisées ».

http://www.nytimes.com/2017/01/02/opinion/the-health-data-conundrum.html?_r=0

YaleGlobal Online a analysé le « commerce mondial caché dans les données médicales des patients », mais au lieu de pointer vers les voleurs, il a mentionné les entreprises d'exploitation des données. Une entreprise « opère dans plus de 100 pays » et « assemble des dossiers sur plus d'un demi-milliard de patients dans le monde à partir de dossiers médicaux, d'ordonnances, de réclamations d'assurance, de tests de laboratoire et plus encore. Les données deviennent de plus en plus « vulnérables à la ré-identification à mesure que la puissance de calcul progresse et qu'un afflux constant de données fournit de plus en plus d'indices sur qui est qui, et où les patients vivent et travaillent. »

http://www.eurasiareview.com/25012017-the-hidden-global-trade-in-patient-medical-data-analysis/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

La navigation "anonyme" sur le Web n'est pas si anonyme, a rapporté *Eurasia Review*. L'un des auteurs a déclaré que la recherche « montre que toute personne ayant accès à des historiques de navigation - un grand nombre d'entreprises et d'organisations - peut identifier de nombreux utilisateurs en analysant l'information publique à partir de données des médias sociaux ». Lors d'un test utilisant 374 bénévoles qui leur ont donné accès à des informations anonymes de navigation sur le Web, les chercheurs ont pu identifier plus de 70% d'entre eux.

http://www.eurasiareview.com/22012017-anonymous-web-browsing-history-may-not-be-anonymous/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Le *Washington Post* a proposé un article sur un site Web appelé Familytreenow.com « qui se présente comme une ressource gratuite de généalogie » avec des profils comprenant « l'âge, le mois de naissance, les membres de la famille, les adresses et les numéros de téléphone et les « possibilités » de liens « associés ». Le *Post* a souligné qu'aussi utile qu'il soit pour les généalogistes, le site d'accès illimité "pourrait également être extrêmement utile pour ceux qui voudraient nuire physiquement ou harceler quelqu'un

d'autre." https://www.washingtonpost.com/news/the-intersect/wp/2017/01/12/youve-probably-never-heard-of-this-creepy-genealogy-site-but-its-heard-all-about-you/?utm_term=.a5c63c747b1c&wpisrc=nl_draw&wpmm=1

Torture. L'American Civil Liberties Union a remis au *New York Times* et au *Washington Post* des copies des documents qu'il a obtenus dans le cadre d'une poursuite intentée contre le gouvernement américain par des détenus emprisonnés et interrogés par l'Agence centrale du renseignement pendant la période postérieure à 2001. Le *Times* a comparé le rapport de l'interrogatoire d'Abu Zubaydah dans les dossiers du gouvernement avec l'expérience qu'il a racontée à ses avocats et a trouvé des éléments «très différents».

Dans le même article, le *Times* a rapporté que les ordres que quatre juges avaient donnés au gouvernement des États-Unis de préserver une copie complète et non censurée du Comité spécial du Sénat des États-Unis sur l'étude de renseignement du programme de détention et d'interrogatoire de l'Agence centrale de renseignement et de déposer une copie aux tribunaux n'a pas encore été suivi. L'avocat de l'une des personnes torturées a fait valoir devant la cour que, même si le président Obama a déclaré qu'il enregistrerait une copie complète du rapport dans le cadre de ses dossiers présidentiels sous le contrôle des Archives nationales, "c'était insuffisant, parce que M. Trump pourrait chercher à retirer le rapport des archives et à le détruire". Pour plus de renseignements, voir HRWG News 2016-12.

<https://www.nytimes.com/2017/01/19/us/politics/cia-torture.html>;

<https://www.lawfareblog.com/update-ssci-report-litigation>

Seconde Guerre mondiale. «L'Institut Max Planck en Allemagne ouvre ses archives à une équipe d'enquête» pour «qu'elle retrouve et retire les tissus de cerveau humain enlevés aux victimes assassinées lors des programmes d'expérimentation humaine et d'euthanasie nazie», a rapporté *The Times*. En 1990, les échantillons connus à cette époque ont été enterrés lors «d'une cérémonie au cimetière Waldfriedhof de Munich», mais en 2015 des échantillons supplémentaires ont été localisés. «Une équipe de quatre experts passera trois ans à examiner toutes les archives de l'institut» et aura «un accès illimité aux dossiers cliniques des archives des hôpitaux, asiles et universités». Un membre du panel a déclaré: «Nous voulons savoir qui étaient les victimes, découvrir leurs biographies et leurs destinées, et en tant que tel leur redonner une partie de leur dignité humaine et trouver un moyen approprié d'en garder le souvenir.

<http://www.thetimes.co.uk/edition/world/archive-holds-human-brain-tissue-from-nazi-era-hqd7zqxsv>

L'Institut polonais de commémoration nationale a rendu publique une base de données sur les 9'686 personnes qui ont travaillé au camp de concentration d'Auschwitz. <http://ipn.gov.pl/en/news/896.Personal-records-of-the-Auschwitz-concentration-camp-personnel-finally-made-avai.html>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Al-Quaïda. Les États-Unis ont publié la «tranche finale» des documents saisis lors du raid des États-Unis sur Abbottabad, Pakistan, dans le repaire d'Osama bin Laden, en mai 2011.

<https://www.dni.gov/index.php/newsroom/press-releases/224-press-releases-2017/1474-closing-the-book-on-bin-laden-intelligence-community-releases-final-abbottabad-documents>

Argentine / Italie / Pérou / Uruguay. Un tribunal de Rome a condamné deux anciens chefs d'Etat et deux anciens chefs de la sécurité de Bolivie et du Pérou, et un ancien ministre des affaires étrangères uruguayen à la prison à perpétuité pour leur implication dans la répression infâme en Amérique du Sud appelée «opération Condor». Le tribunal a, cependant, acquitté quatorze autres uruguayens. Les parents des victimes ont déclaré qu'ils feront appel. Pour plus de renseignements, voir *HRWG News* 2011-12.

<http://nsarchive.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB577-Operation-Condor-Condemed-to-Life/documents/Sentenza-Condor-17-1-2017.pdf>

Caraïbes et Amérique latine. Le Centre de Genève pour le contrôle démocratique des forces armées et le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes ont publié un rapport sur la croissance des forces de sécurité privées armées dans la région des Caraïbes et d'Amérique latine. Ils ont estimé que 16'174 compagnies de sécurité privée comptaient plus de 2'450'000 employés légaux. «La recherche antérieure» a suggéré que «plus de 2 millions» de personnes supplémentaires opéraient illégalement et / ou informellement ». Ils ont averti que «la croissance de l'industrie privée de sécurité armée est à la fois un symptôme, une réponse, une solution

partielle et un aggravateur potentiel de la violence armée dans de nombreux pays en développement, y compris dans la région d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) ». L'annexe B contient des éléments provenant de nombreuses sources qui illustrent la situation. https://business-humanrights.org/sites/default/files/documents/DCAF%20UNLIREC_Armed%20Private%20Security%20in%20Latin%20America%20and%20the%20Caribbean_Oversight%20and%20Accountability%20in%20an%20Evolving%20Context%202016.pdf

Chine / Hong Kong / Royaume-Uni. Un journaliste qui voulait documenter les émeutes anti-coloniales de 1967 à Hong Kong a constaté que les archives de la ville manquaient de documents et devaient se tourner vers le Royaume-Uni pour obtenir des informations, a rapporté le *South China Morning Post*. Le journaliste, suivi d'une lettre à l'éditeur, ont fait valoir que cela montre la nécessité d'avoir une loi sur les archives à Hong Kong pour protéger et conserver les archives.

<http://www.scmp.com/news/hong-kong/education-community/article/2060221/documentary-makers-struggle-find-footage-hong>;
<http://www.scmp.com/comment/letters/article/2061599/hong-kongs-diligent-civil-servants-and-officials-would-gain-archives>

Colombie / Suisse. Le KOFF *Peacebuilding Magazine* a indiqué que Swisspeace appuie le Bureau du Procureur général de la Colombie dans la préparation des dossiers d'enquête nécessaires pour traiter les processus passés, qui seront mis en œuvre conformément à l'accord de paix de 2016 entre le gouvernement et le groupe de guérilla des FARC. <http://www.swisspeace.ch/apropos/archives-foundation-for-dealing-with-the-past-in-colombia/>

Ex-Yougoslavie. Un «site d'information d'extrême-droite» en Croatie a diffusé deux vidéos de 1992 dans lesquelles l'ancien président croate Stjepan Mesic (2000-2010) a remis en question le bilan des morts au camp de concentration de Jasenovac pendant la Seconde Guerre mondiale. *BIRN* rapporte que le site commémoratif de Jasenovac dit qu'au moins 83'000 personnes - Serbes, Roms, Juifs, autres antifascistes - y sont morts pendant la Seconde Guerre mondiale. Mesic a proclamé 25'000, en disant: «Parfois, 15 jours ou un mois s'est écoulé sans que personne ne soit tué ou mourant». Mesic a refusé de confirmer ou de nier si les vidéos étaient authentiques, "mais a également déclaré que les commentaires auraient pu être une tentative "tactique" de mobiliser les Croates contre les Serbes pendant la guerre des années 1990".

http://www.balkaninsight.com/en/article/videos-reveal-croatian-ex-president-shocking-wwii-statements-01-24-2017?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=b2ba5cbd04-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-b2ba5cbd04-319755321

France / CICR. Une loi adoptée en France à fin décembre 2016 donne au Comité international de la Croix-Rouge la possibilité, "sur demande écrite et motivée", "d'obtenir des administrations de l'Etat, des collectivités territoriales, de leurs établissements publics administratifs, des organismes de sécurité sociale et Organismes chargés de la gestion des prestations sociales", des informations qu'ils détiennent qui aideront à déterminer le sort d'une personne.

<https://www.linkedin.com/pulse/un-super-droit-dacc%C3%A8s-aux-archives-publiques-conf%C3%A9-C3%A9-C3%A0-ranquet>

Allemagne / Namibie / États-Unis. "Les descendants des Herero et des Nama de ce qui est maintenant la Namibie poursuivent l'Allemagne aux Etats-Unis dans le cadres d'un génocide mené par les troupes coloniales allemandes au début des années 1900, où plus de 100'000 personnes ont été tuées", a rapporté *Reuters*. L'Allemagne et la Namibie sont en négociation "depuis presque deux ans sur la façon de décrire et de traiter les actions passées de l'Allemagne", mais les membres Herero et Nama n'ont pas été inclus dans les pourparlers. L'Allemagne a déclaré que "tout règlement n'inclura pas de réparations aux familles des victimes, même si une indemnisation est accordée à la Namibie elle-même". Le procès cherche "des sommes non précisées pour des milliers de descendants des victimes".

<https://www.theguardian.com/world/2017/jan/05/germany-sued-forgotten-genocide-namibia-herero-nama>

Guatemala / États-Unis. En 1982, une unité d'élite de l'armée guatémaltèque connue sous le nom de Kaibiles a massacré plus de 200 personnes dans le village de Dos Erres. Le massacre a été documenté par la Commission guatémaltèque de la vérité et dans un procès devant la Cour interaméricaine de justice. Le service d'immigration des États-Unis a arrêté José Mardoqueo Ortiz Morales, un ancien Kaibile, et l'a accusé d'avoir participé au massacre. <https://www.ice.gov/news/releases/ice-arrests-former-guatemalan-special-forces-member-linked-1980s-massacre#wcm-survey-target-id>

Irak / État islamique. Le gouvernement irakien a établi un Tribunal de Mossoul préliminaire dans un camp de réfugiés pour fournir des documents à l'intention des personnes qui ont fui les combats à Mossoul, a

rapporté *Rudaw*. Un juge a expliqué que l'Irak «ne reconnaît aucun des documents que Daesh a délivrés au peuple au cours des deux années de son occupation». Dans les camps de réfugiés, les gens «ont besoin de documents pour prouver qu'ils sont un couple ou une famille, pour obtenir une tente, des rations alimentaires et toutes sortes d'autres aides».

http://www.rudaw.net/english/middleeast/iraq/140120174?mkt_tok=eyJpJjoiWW1NMU1qSTNNaUxWkdJeiIsInQiOiJ2WDJoOTBSY1F2Wm5ZXC9sZFU0VkJFENk1JSiljWTdnekNyQnU1anRuNnY1b0hZZnZJUjUjZk5UEFudkpbTb1Q5NUcwTVwvSE5yb3ZcL05vY2NJNGZWdTjRvPnNjAzOVRZWdIC0XNjR1JoY1wvTWFMQ3Jrek1mVjNaR0Jab29zTUtle1kifQ%3D%3D

IraqiNews.com a rapporté que l'État islamique "a détruit près de 100 lieux religieux, y compris les églises et les sanctuaires Yazidi dans la plaine de Nineveh". Un représentant de Sunni Endowment Diwan au Kurdistan a déclaré que «tous les crimes commis par l'Etat islamique sont documentés par le comité concerné» et a déclaré qu'il a également "documenté et suivi les situations des femmes et des filles libérées du groupe extrémiste". Le Gouvernement régional du Kurdistan a formé un comité composé de Sunni Endowment Diwan, Ministère des affaires de Peshmerga, Ministère de l'Intérieur et Ministère de la culture "afin de documenter les crimes commis par l'Etat islamique dans la région du Kurdistan".

<http://www.iraqinews.com/iraq-war/islamic-state-destroys-100-religious-shrines-nineveh-plain/>

Etat islamique / IS / ISIL / ISIS. *IraqiNews.com* a rapporté que dans la province de Nineveh "le groupe d'Etat islamique a évacué son quartier général, et a brûlé des tonnes de ses archives dans le district de Tal Afar, à l'ouest de Mossoul". La source de l'information a déclaré que les archives ont été brûlées "selon des procédures strictes". <http://www.iraqinews.com/iraq-war/islamic-state-evacuates-headquarters-tal-afar-burns-archives/>

Kosovo / Serbie. Le Centre du droit humanitaire, une institution non gouvernementale à Belgrade, a publié un rapport selon lequel «110 personnes qui ont participé à des opérations visant à retirer et à cacher les corps de centaines d'Albanais du Kosovo tués par les forces serbes en 1999 vivent encore librement en Serbie», a rapporté *BIRN*. Le Centre a déclaré qu'il avait "la preuve" que l'ancien président Slobodan Milosevic "a donné un ordre à son ministre de l'Intérieur" pour cacher les corps. Un chercheur du Centre a déclaré: «Nous avons essayé d'obtenir toutes les informations sur chacun de ces fonctionnaires que nous avons identifiés comme responsables de crimes et d'avoir caché des corps dans des fosses communes, mais la police nous a plutôt donné des dossiers sur ceux qui occupaient certains postes au ministère, mais sont maintenant à la retraite. Nous n'avons pas pu obtenir d'information sur les personnes clés de cette opération; ils nous ont dit qu'ils n'en avait pas».

http://www.balkaninsight.com/en/article/serbian-officials-accused-of-kosovo-massacre-cover-up-01-31-2017?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=cc177d6c6d-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-cc177d6c6d-319755321

Voir le rapport à <http://www.hlc-rdc.org/?p=33299&lang=de>

Moldavie / Roumanie / Russie. "Les politiciens de Bucarest ont réagi avec consternation et dans certains cas avec colère après que le président russe Valdimir Poutine a présenté à son homologue moldave Igor Dodon une ancienne carte de la Moldavie qui comprend des parties de la Roumanie moderne", a déclaré *BIRN*. Lors de la présentation, Poutine a déclaré: «La moitié de la Roumanie d'aujourd'hui est en fait la Moldavie». La carte a été dessinée en 1790 par un cartographe italien pendant la guerre russo-ottomane.

<http://www.balkaninsight.com/en/article/putin-s-old-moldova-map-alarms-romania-01-18-2017#sthash.twllDWM5.dpuf>

Russie / Syrie. Le Réseau syrien pour les droits de l'homme (SNHR), une organisation non gouvernementale, a publié un rapport déclarant qu'il a «de la documentation pour au moins 78 attaques utilisant des munitions incendiaires qui ont été larguées par des avions à ailes fixes que nous croyons russes» dans quatre gouvernorats syriens (Alep, Idlib, Homs et banlieue de Damas). Le SNHR a déclaré que "les armes incendiaires contenant du phosphore, des termites ou du napalm ont été largement utilisées par le régime syrien depuis 2012", mais il y a eu une "augmentation significative" depuis 2015. Pour la documentation, le SNHR "reposait principalement sur les témoignages des survivants et des témoins oculaires, et des photos des restes et des incendies qui ont résulté de ces attaques après que leur authenticité eût été vérifiée. http://sn4hr.org/wp-content/pdf/english/Rain_of_Fire_en.pdf

Somalie / Ouganda. Le groupe rebelle Al-Shabaab opérant en Somalie a publié une vidéo de l'exécution d'un soldat ougandais capturé en septembre 2015, a rapporté *Crisis Watch*.

https://www.crisisgroup.org/crisiswatch?utm_source=Sign+Up+to+Crisis+Group%27s+Email+Updates&utm_campaign=3b45e201fa-EMAIL_CAMPAIGN_2017_02_01&utm_medium=email&utm_term=0_1dab8c11ea-3b45e201fa-359425329

Nouvelles nationales.

Afghanistan. Bien que le président Ashraf Ghani ait déclaré que les tests de virginité ordonnés par le gouvernement sont interdits, l'interdiction est largement ignorée, a rapporté le *New York Times*. "Le principal centre médico-légal de Kaboul, qui traite également les cas d'autres provinces, a effectué 42 tests de virginité au cours du premier semestre de 2016, soit environ le même rythme que l'année précédente, durant laquelle il a eu 80 tests, selon les archives médicales sur place. Le nombre total de ces tests est certainement plus élevé, étant donné que les documents officiels à travers le pays sont difficiles à suivre. Pour le contexte, voir *HRWG News* 2016-03. https://www.nytimes.com/2017/01/06/world/asia/despite-ban-invasive-virginity-tests-remain-prevalent-in-afghanistan.html?_r=0

Australie. La Police du New South Wales "passe en revue les décès de 88 hommes entre 1976 et 2000 pour déterminer s'ils devraient être classés comme des crimes haineux anti-homosexuels", a rapporté le *New York Times*. Toutefois, "dans bon nombre des cas examinés, la police a déclaré que des éléments de preuve pertinents n'avaient pas été recueillis à ce moment-là ou avaient été perdus depuis". <http://www.msn.com/en-us/news/world/when-gangs-killed-gay-men-for-sport-in-australia/ar-AAmqanu>

Brésil. "La moitié de la population brésilienne" - estimée à 100 millions de personnes - "ne peut prouver la pleine propriété légale de sa maison", a rapporté la *Fondation Thomson Reuters*. Le gouvernement a annoncé une «volonté de fournir des titres de propriété». <http://news.trust.org/item/20170127124016-krnec/>

Canada. L'ordonnance du Conseil privé de 1951, qui autorisait l'espionnage interne sans mandat, a été rendue publique, a rapporté *CBC News*. Pour le contexte, voir *HRWG News* 2016-12. <http://www.cbc.ca/news/politics/cold-war-wiretapping-secret-order-1.3933589>

Chine. Les avocats de Xie Yang, avocat des droits humains emprisonné, ont publié les transcriptions des réunions qu'ils ont eues avec lui dans lesquelles il a expliqué les abus physiques et mentaux. *China Watch Canada* en a publié une traduction en anglais <http://chinawatchcanada.blogspot.com/2017/01/document-of-torture-one-chinese-lawyers.html>

Colombie. La militante des droits de l'homme Emilsen Manyoma et son partenaire ont été tués, a rapporté *telesur*. L'année passée, Manyoma, une "personne qui critiquait ouvertement les groupes paramilitaires de droite et le déplacement des locaux par les intérêts miniers et agro-industriels internationaux", a joué un rôle clé dans la documentation des attaques contre les dirigeants des droits de l'homme «dans la région du Bajo Calima» dans le cadre de la Commission de vérité récemment créée. <http://linkis.com/www.telesurtv.net/en/DVzGV>

République Tchèque. La Cour constitutionnelle a statué que "la recherche" de documents d'archives tels que ceux des régimes nazi et communiste "n'empiète pas sur les droits des personnes mentionnées dans ces documents. Néanmoins, les chercheurs doivent prendre en compte la protection des données personnelles délicates au cas où ils décident de les publier", a rapporté *Czech Radio 7*. <http://www.radio.cz/en/section/curraffrs/researchers-welcome-ruling-protecting-access-to-historical-archives>

République Démocratique du Congo. *Voice of America* a interviewé le directeur du Bureau commun des droits de l'homme des Nations Unies au sujet de son rapport sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales en RDC. Il a indiqué que le bureau «a documenté 5'190 violations des droits de l'homme, ce qui représente une augmentation de 30 pour cent par rapport à 2015, qui était déjà une année en augmentation par rapport à 2014». Les forces de sécurité congolaises ont "commis 64 pour cent des violations et ont laissé derrière elles 480 victimes de meurtres extrajudiciaires et d'exécutions sommaires. L'agresseur principal des violations des droits de l'homme dans le pays est la police nationale, suivie par l'armée et les services de renseignement nationaux". <http://www.voanews.com/a/united-nations-democratic-republic-of-congo-human-rights/3692054.html>; <http://www.unmultimedia.org/radio/english/2017/01/dramatic-increase-of-human-rights-violations-in-dr-congo/#.WJewD99JdmU>

Le Salvador. Le chef de la police nationale a annoncé que selon les données de la police le taux de meurtres "a chuté de plus d'un cinquième en 2016". *Reuters* a calculé que cela donne 81,7 tués pour 100'000 habitants. En 2015 le taux était supérieur à 100. <http://news.trust.org/item/20170104070454-rd34w/>

Honduras. Le Honduras, qui a également l'un des taux de meurtre les plus élevés au monde (les Nations Unies ont déclaré que le taux en 2014 était de 84,6 pour 100'000 personnes), est le pays le plus meurtrier du monde pour l'activisme environnemental, a déclaré Global Witness suite à une enquête de deux ans par l'organisation non gouvernementale. Plus de 120 militants écologistes sont morts depuis 2010 dans «l'endroit le plus meurtrier pour défendre la planète».

https://www.globalwitness.org/en-gb/campaigns/environmental-activists/honduras-deadliest-country-world-environmental-activism/?utm_source=Supporter+Email+List&utm_campaign=ccb780a454-Honduras_EMAIL_CAMPAIGN_2017_01_31&utm_medium=email&utm_term=0_2246df3038-ccb780a454-130032821

Géorgie. *Crisis Watch* a rapporté que le «parlement *de facto*» de l'Abkhazie, le 29 décembre, avait modifié une loi sur les citoyens étrangers «assouplissant les règles pour les demandeurs de permis de résidence». La loi permet désormais aux habitants ethniques locaux de la Géorgie de recevoir «des documents locaux solidifiant leur droit de vivre et de travailler en Abkhazie», mais ne leur permet pas de voter aux élections ou de se porter candidat.

https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/?utm_source=Sign+Up+to+Crisis+Group%27s+Email+Updates&utm_campaign=3b45e201fa-EMAIL_CAMPAIGN_2017_02_01&utm_medium=email&utm_term=0_1dab8c11ea-3b45e201fa-359425329

Kenya. La Fédération des femmes avocates "estime que seulement cinq pour cent de tous les titres fonciers sont détenus conjointement par des femmes avec des hommes et seulement un pour cent des titres fonciers au Kenya sont détenus par des femmes seules. Cela malgré les chiffres qui montrent qu'environ 32 pour cent des ménages sont dirigés par des femmes et qu'elles sont responsables de près de 90 pour cent du travail agricole", a rapporté *Thomson Reuters Foundation*. Maintenant que deux entreprises chinoises ont obtenu des droits du gouvernement pour développer l'exploitation minière dans le bassin Mui "riche en charbon", les personnes vivant dans les zones de concession seront déplacées. Le Kenya NGO Council a déclaré que "les veuves et les parents célibataires sont particulièrement inquiets car ils n'ont aucune possibilité de revendication légale de leur terre."

<http://www.reuters.com/article/us-kenya-women-landrights-idUSKBN15121H>

Le chef de la Justice a publié son rapport de vérification du système de justice pénale au Kenya. Il a constaté que plus de 75% des prisonniers sont âgés entre 18 et 35 ans et qu'un plus grand nombre de pauvres sont emprisonnés que de riches, a rapporté *Standard Digital*. Il a conclu que «malgré les dossiers dans les commissariats de police montrant les arrestations, il n'y a aucune documentation sur les circonstances dans lesquelles ils ont été libérés» et seulement 34% des entrées «ont été converties en accusations devant les tribunaux».

<https://www.standardmedia.co.ke/article/2000231096/prisons-are-full-of-young-and-poor-petty-offenders-report-indicates>

Myanmar. Une vidéo montrant les forces de sécurité battant et abusant des villageois rohingyas en novembre 2016 a été rendue publique. Le gouvernement a confirmé l'authenticité de la vidéo, qui apparemment a été faite par l'un des membres de la force, et a arrêté plusieurs policiers, a rapporté la *BBC*. <http://www.bbc.com/news/world-asia-38487067>

Pakistan. Le gouvernement de la province du Pendjab a ordonné à "une douzaine" d'organisations non gouvernementales d'arrêter le travail, a rapporté *IRIN*, alors que "121 ONG locales ont vu leur permis annulé la semaine dernière par l'Administration du Territoire de la capitale d'Islamabad, portant le nombre total à 350 au cours des deux dernières années". Le directeur du travail de l'Administration a déclaré à *IRIN* que les inscriptions avaient été annulées parce que les ONG «recevaient des fonds de donateurs étrangers, mais ne laissaient pas l'administration connaître la source exacte et l'utilisation de ces fonds ». Ces fermetures démontrent la nécessité pour les ONG d'avoir des copies de leurs documents importants stockés dans un refuge sûr. <http://www.irinnews.org/news/2017/01/25/pakistan-ngos-go-court-fight-government-crackdown>

Philippines. La police nationale des Philippines a confirmé que ses archives montrent que 7'028 Philippins ont été tués dans le cadre de la "guerre contre la drogue" du président Rodrigo Duterte, a rapporté Human Rights Watch. https://www.hrw.org/news/2017/01/24/deadly-milestone-philippines-abusive-drug-war&utm_content=WIR.01.26.2017

Somalie. Un groupe de six garçons adolescents ont affiché en ligne une vidéo les montrant violer deux filles en décembre dernier, a rapporté *Thomson Reuters Foundation*. Bien que, selon la tradition somalienne, «les victimes de viol soient forcées d'accepter une indemnisation - souvent sous la forme de chameaux ou de bétail - et épousent leurs assaillants», les familles ont rejeté une proposition visant à payer 100 chameaux à chaque fille. Les "images graphiques du viol collectif, partagées sur Facebook, ont choqué les Somaliens", et le ministère de la Justice a déclaré qu'il poursuivra les agresseurs adolescents.
<http://news.trust.org/item/20170119143157-vut5q/>

Afrique du Sud. Lawyers for Human Rights et la Fédération internationale des droits de l'homme ont publié un long rapport sur "Le village minier de Blyvooruitzicht : le coût humain de l'abdication de la responsabilité par l'Etat et les entreprises d'Afrique du Sud". La fermeture des mines a laissé la communauté environnante avec « des problèmes de santé et environnementaux liés à l'exposition au site de la mine non réhabilitée ». En outre, dit le rapport, "le village a de grandes difficultés à obtenir les informations actuelles concernant ces risques environnementaux. 100% des personnes interrogées ont déclaré que le gouvernement n'a jamais discuté ni fourni de détails sur les risques possibles pour l'environnement ". Le ministère de l'Établissement public du gouvernement a « fermé le dossier » sur le village, déclarant qu'il avait des difficultés à retracer les représentants de la communauté. Parmi les recommandations, le rapport exhorte la Commission sud-africaine des droits de l'homme à «rouvrir un dossier sur le village» pour surveiller les questions relatives aux droits de l'homme.
<https://www.fidh.org/IMG/pdf/rapafriquesud687abassdef.pdf>

Sri Lanka. Le Rapporteur spécial des Nations unies (RS) sur la torture a publié un rapport faisant état de la «culture de la torture» et de la «totale impunité» de la police. Parmi les nombreuses recommandations, le RS a déclaré que le gouvernement devrait «assurer un enregistrement rapide et officiel de toutes les personnes privées de liberté et inspecter périodiquement les dossiers de la police et des établissements pénitentiaires pour s'assurer qu'elles sont maintenues conformément aux procédures établies» et «numériser tous les documents et les registres de toutes les personnes privées de liberté et les rendre accessibles à la Commission nationale des droits de l'homme. <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G16/440/12/PDF/G1644012.pdf?OpenElement>

Royaume-Uni / Irlande du Nord. L'enquête sur les abus institutionnels a publié un rapport de 2'300 pages détaillant «les cas d'abus sexuels commis par des prêtres et des laïcs» et identifiant les «défaillances systémiques répandues». Vingt-deux établissements de garde d'enfants ont fait l'objet d'une enquête et l'enquête s'est appuyée sur des témoignages et des dossiers des institutions et du gouvernement.
<http://www.thetimes.co.uk/article/paedophile-priest-s-crimes-ignored-to-protect-church-w9d67j0bd:for-the-report>
<https://www.hiainquiry.org/historical-institutional-abuse-inquiry-report-chapters>

États Unis. Suite à la publication par le président Donald Trump d'un décret sur l'immigration, la Société des archivistes américains a publié une «Déclaration sur l'ordonnance visant à restreindre l'entrée aux États-Unis par des particuliers de sept pays majoritaires musulmans».
<http://www2.archivists.org/statements/saa-statement-on-executive-order-restricting-entry-into-the-united-states-by-individuals->

STAT News a mentionné l'évaluation de professionnels de la santé effectuée sur des demandeurs d'asile pour «prouver qu'ils risquent d'être persécutés dans leur pays d'origine». Les demandeurs d'asile «ont souvent peu de preuves» pour étayer leurs allégations de danger et «les traces de documents papier de leurs vies passées - comme les dossiers des hôpitaux ou de la police - sont souvent inaccessibles. Si elles ont été torturées dans une prison secrète du gouvernement ou persécutées par la police, ce genre de dossier officiel peut ne pas exister du tout». Par conséquent, les évaluations des médecins et des psychologues sont souvent les documents critiques que les juges utilisent pour prendre des décisions dans les cas d'asile.
<https://www.statnews.com/2017/01/25/asylum-seekers-psychologists/>

Les Centers for Disease Control and Prevention des États-Unis ont publié une étude sur les taux de décès plus élevés dans les zones rurales que dans les régions métropolitaines. Les chercheurs ont trouvé que les zones rurales ont des taux de mortalité plus élevés dans chaque groupe d'âge et «des pourcentages plus élevés de décès potentiellement excédentaires découlant des cinq principales causes de décès». Ils recommandent de «suivre de façon routinière les décès potentiellement excédentaires» (c'est-à-dire de

mieux les documenter) afin d'aider le personnel de santé à se concentrer sur les moyens de réduire les décès évitables dans les zones rurales. https://www.cdc.gov/mmwr/volumes/66/ss/ss6601a1.htm?s_cid=ss6601a1_w

L'année dernière, 7'572 cas de trafic ont été signalés à la Ligne d'assistance nationale sur la traite des êtres humains, a annoncé la *Fondation Thomson Reuters*. Le directeur de l'organisme de bienfaisance "a attribué le nombre accru d'appels à des campagnes de sensibilisation d'organisations telles que les Camionneurs contre la traite - qui entraîne les conducteurs de camions à reconnaître les signes d'exploitation - ainsi que les victimes recommandant la hotline à d'autres victimes.

<http://news.trust.org/item/20170131182119-piu7z/>

États-Unis / Californie. En 2007, le département de la santé mentale de la Californie a donné à un historien l'accès à 19 bobines de microfilm "contenant des formulaires de recommandation de stérilisation avec les noms, les âges, les antécédents familiaux et les diagnostics de près de 20'000 patients" qui avaient été recommandés pour stérilisation dans les hôpitaux de Californie de 1919 à 1952, a rapporté *The Atlantic*. L'historien a fait reproduire le microfilm ; «le microfilm d'origine a été perdu plus tard lorsque le ministère a été réorganisé» et l'exemplaire de l'historien est maintenant conservé dans les archives d'Etat. Des données (212 variables individuelles) provenant du film ont été saisies dans une base de données. L'historien estime que jusqu'à 831 patients sont encore en vie, ce qui soulève des questions de vie privée et d'accès.

<https://www.theatlantic.com/health/archive/2017/01/california-sterilization-records/511718/>

États-Unis / Floride. En 2005, la Floride a adopté une loi « stand-your-ground [défendez votre position] » permettant aux citoyens qui «croient raisonnablement» que leurs vies sont en danger de «combattre la force avec la force, même mortelle». Une équipe de chercheurs a analysé «les taux mensuels d'homicide et d'homicide par utilisation d'arme à feu en Floride entre 1999 et 2014". À partir des données des Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies, ils ont constaté qu'après l'entrée en vigueur de cette loi, il y avait "une augmentation abrupte et soutenue du taux mensuel d'homicide de 24,4%, et du taux d'homicide par arme à feu de 31,6%". Aucun modèle similaire n'a été trouvé dans quatre autres États qui ne disposent pas de lois sur le « stand-your-ground ».

https://www.researchgate.net/publication/310314819_Evaluating_the_Impact_of_Florida%27s_Stand_Your_Ground_Self-defense_Law_on_Homicide_and_Suicide_by_Firearm_An_Interrupted_Time_Series_Study

États-Unis / Illinois. Le Département de justice des États-Unis (DoJ) a examiné le Département de police de Chicago (CPD). Il a conclu que «le CPD s'engage dans un modèle ou une pratique de la force en violation de la Constitution». Dans le cadre de l'enquête, le ministère de la Justice a «examiné en profondeur» les rapports de force et les «enquêtes sur des allégations de force excessive». DoJ a examiné tous les documents qui lui ont été fournis concernant plus de 425 incidents de force moins meurtrière, y compris des échantillons représentatifs des propres rapports de force des agents et des enquêtes sur des plaintes civiles concernant l'utilisation de la force par des officiers entre janvier 2011 et avril 2016. Plus de 170 dossiers ont été examinés, liés aux fusillades impliquant des officiers. Les recommandations comprenaient le renforcement des pratiques de gestion des documents au DPC.

<https://www.justice.gov/opa/file/925846/download>

États-Unis / New York. La ville de New York est en conflit avec l'État et les autorités fédérales sur son plan de destruction des documents («copies de certificats de naissance, permis de conduire étrangers, visas américains et passeports») que les personnes, y compris les sans-papiers, ont procuré à la ville pour obtenir une carte d'identité municipale. La loi autorisant le programme a demandé que les documents d'identification associés aux demandes de carte soient détruits en deux ans. Un législateur de l'État a introduit une législation pour exiger que la ville renvoie les documents à l'État. *Rewire* a déclaré que "les immigrants sans papiers dans tout le pays craignent que les dossiers d'identification personnelle associés aux permis de conduire et les cartes d'identité soient utilisés pour les rechercher et les expulser".

<https://rewire.news/article/2017/01/31/will-new-york-protect-immigrants-personal-information/>

Cours, publications, subventions, appel à communications.

Swisspeace et l'Université de Bâle proposent un cours «Prévenir les conflits violents», du 3 au 5 mai; L'inscription prend fin le 28 février. Pour plus d'informations, <http://www.swisspeace.ch/courses/individual-courses/conflict-prevention.html>

Leonor Rossi et Patricia Vinagre e Silva, avocates portugaises, ont publié *Public Access to Documents in the UE*. Hart Publishing, code de livre 9781509905331.

La Fondation Internationale pour les Technologies de l'Information a publié un document explicatif sur la «prise de possession légale», c'est-à-dire la tenue des dossiers au-delà de leur date normale de destruction (hors de leur cycle de vie normal), habituellement en raison de litiges en perspective ou en cours. <http://www.if4it.com/records-management-understanding-legal-hold/>

L'Institut pour le développement et la paix, institut de recherche en sciences sociales de l'Université de Duisburg-Essen en Allemagne, a publié un rapport intitulé *Évaluer les impacts liés aux entreprises sur les droits de l'homme*. http://inef.uni-due.de/cms/index.php?article_id=4&clang=1&pub=1735

La conférence de Sedona a publié le «TAR Case Law Primer», un «examen exhaustif des décisions des tribunaux concernant l'utilisation d'examen assisté par technologie (TAR) dans la découverte civile de 2012 à 2016». Le document discute plus de «35 décisions prises par des tribunaux et agences administratives étatiques, fédéraux et étrangers [non américains] ». Il peut être téléchargé gratuitement au <https://thesedonaconference.org/publication/TAR%20Case%20Law%20Primer?>

Human Rights Watch a publié son rapport *World Report 2017*. https://www.hrw.org/sites/default/files/world_report_download/wr2017-web.pdf

Le projet EHRI (European Holocaust Research Infrastructure) offre des bourses de courte durée pour permettre aux archivistes, aux conservateurs et aux chercheurs d'accéder à 15 archives, bibliothèques et institutions de recherche européennes, israéliennes et américaines. Les bourses sont spécialement conçues pour permettre des échanges transnationaux accrus sur les questions d'archives et les méthodes des Humanités Digitales dans le contexte de la recherche sur l'Holocauste. La date limite pour le programme de bourses est le 31 mars. Pour information: <https://ehri-project.eu/ehri-fellowship-call-2016-2018>

Appel à communications pour un panel sur les Archives de Justice Transitoire qui sera présenté lors de la Conférence Générale du Consortium Européen pour la Recherche Politique, Oslo, 6-9 septembre 2017. Envoyez un résumé papier (max 200 mots), incluant une courte biographie et une affiliation à Benjamin Thorne B.Thorne@sussex.ac.uk et Julia Viebach julia.viebach@crim.oc.ac.uk. Date limite : **10 Février**.

Si vous avez des nouvelles à partager, envoyez-les directement à :
trudy@trudypeterson.com ou j.boel@UNESCO.org

Les numéros précédents du Bulletin en ligne se trouvent sur <http://www.ica.org/12315/hrwgnewsletter/list-of-hrwg-newsletters.html> et <http://128.121.10.98/coe/main.jsp?smd=2&nid=569829>

(Traduction française : Cristina Bianchi)